

## Plus qu'une simple question de style



Depuis que les Etats-Unis ont élu Donald Trump président, il ne se passe pas une semaine sans qu'il ne brusque quelqu'un quelque part dans le monde. Les propos de Trump et la manière dont il s'exprime sont souvent en dessous de tout et la moitié de la planète reste parfois sans voix. En Europe, l'indignation suscitée par sa manière de faire de la politique est cependant particulièrement forte. De nombreux Européens voient en Trump un prolétaire grossier sans aucune profondeur intellectuelle, autrement dit l'exact opposé de la vision que les élites politiques européennes ont d'elles-mêmes. En Europe, on a au moins le bon goût de cultiver des relations stylées et tolérantes. Une politique réussie s'y caractérise encore principalement par la recherche d'un consensus. Il est mal vu de brusquer les autres. Et même si exceptionnellement l'on ne parvient pas à s'accorder, on reste ami pour la vie, sans tergiverser. Le politicien européen moyen se permettra tout au plus un accès de mauvaise humeur. Il suffit de penser à l'ancien ministre des finances allemand Wolfgang Schäuble, qui avait parfois un regard extrêmement sombre, qui suffisait à instaurer un profond malaise alors que tous les autres aspiraient à l'harmonie. L'intelligence est toujours un critère de référence pour la diplomatie à Bruxelles, Berlin ou Paris et elle va de pair avec un comportement maîtrisé. Trump est tout simplement trop pour l'Europe, le vieux continent est dépassé. Il a déjà bien du mal à se débêtrer du mini-Trump qu'est Matteo Salvini ou à indiquer le coût du Brexit à la Première ministre britannique. Un surcroît de confrontation mettrait une pression excessive sur l'Europe. On préfère y laisser couver les conflits pour se concentrer sur les questions de style politique.

Donald Trump n'a que faire de la supériorité morale auto-proclamée de la politique européenne. Il l'a prouvé de façon magistrale ce week-end. Ce n'est pas la manière qui compte à ses yeux, mais uniquement le résultat. Les automobiles européennes et plus particulièrement allemandes, sont désormais le nouvel ennemi d'Etat des Etats-Unis, que le gouvernement américain n'hésite pas à qualifier de «menace pour la sécurité nationale». C'est bien sûr totalement idiot. Premièrement, la part de marché des constructeurs automobiles allemands aux Etats-Unis est plus modeste que celles des constructeurs américains en Europe, avec moins de 8%. Deuxièmement, l'industrie automobile allemande est un employeur important avec quatre grandes usines aux Etats-Unis. Troisièmement, l'importation d'automobiles allemandes aux Etats-Unis est de toute façon déjà en baisse depuis 2015. Pour Trump, il ne s'agit pas de voitures, du moins pas uniquement. C'est une certitude.

### Une succession de feintes

Les Américains ont également causé des tracas lors de la Conférence de Munich sur la sécurité. Le vice-président américain Mike Pence n'a eu de cesse de critiquer et de rappeler à l'ordre les Européens à la demande de son patron. Il s'est emporté contre les Allemands, car ils persistent à vouloir construire le gazoduc Northstream 2 et a exigé des Européens qu'ils dénoncent l'accord sur le nucléaire iranien. Il a par ailleurs rappelé à l'Europe que les Etats-Unis insisteraient pour que l'objectif de dépenses de 2% du PIB pour l'OTAN soit respecté. On attendrait un plan crédible de chaque membre de l'OTAN à cet égard. Un nouveau cap a ensuite été franchi ce week-end. Trump a ainsi invité les Européens à rapatrier les combattants étrangers de l'Etat islamique. Pour être précis, sa demande s'apparentait plutôt à un chantage, l'alternative envisagée étant leur libération pure et simple. C'est grâce à de telles feintes que les Etats-Unis mettent sciemment la pression sur l'Europe.

### Un pouvoir sans style

Ce n'est pas sans raisons que l'industrie automobile est ciblée en priorité. L'Allemagne serait affectée pour les deux tiers et c'est sans doute le but de la manœuvre de s'en prendre en priorité à la première économie européenne. En réalité, Trump voudrait un nouveau deal avec l'Europe et il renforce à présent ses positions de négociation dans cette perspective. Pour l'instant, l'Europe s'en tire en effet encore à bon compte concernant les droits de douane spéciaux. Moins de 3% des exportations européennes sont frappés de tels droits de douane supplémentaires aux Etats-Unis. Au Canada, elles sont trois fois plus nombreuses (9%), tandis qu'elles sont massivement plus nombreuses en Russie (25%) et en Chine (50%). Trump s'imagine que les Etats-Unis pourront améliorer leur compétitivité grâce à des sanctions douanières. Or c'est précisément le contraire. Les économies protégées et cloisonnées n'ont jamais été vraiment compétitives. Les systèmes économiques ouverts et libéraux sont les gagnants de la compétition mondiale. Notre pays en est un bon exemple, seul l'occupant incorrigible de la Maison blanche est persuadé du contraire. L'Allemagne est désormais dans son viseur et comme celle-ci vient d'annoncer un excédent de la balance courante de près de 300 milliards de dollars, cela ne devrait que le conforter dans l'idée qu'il appuie sur le bon levier. Comme il a l'eau jusqu'au cou dans son propre pays en raison de l'urgence nationale et des actions collectives, il faut s'attendre à ce qu'il accentue la pression, au cours des semaines à venir. La discorde risque donc encore de se creuser. Il cherche désormais ouvertement le conflit après avoir instauré une manière de gouverner offensante et sans scrupules. Considéré comme un phénomène de société, le président américain a d'abord choqué avant que les consciences ne s'émoussent peu à peu. Sa pensée est certes confuse, mais il est extrêmement concen-

# Plus qu'une simple question de style

tré au plan tactique. Seule la question du pouvoir importe à ses yeux. Il laisse les questions de style aux autres.

Ces deux prochaines semaines, je serai en vacance au ski.

**Martin Neff, chef économiste de Raiffeisen**

## Mentions légales importantes

### Ceci n'est pas une offre

Les contenus publiés dans le présent document sont mis à disposition uniquement à titre d'information. Par conséquent, ils ne constituent ni une offre au sens juridique du terme, ni une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La présente publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des articles 652a et 1156 CO. Seul le prospectus de cotation présente les conditions intégrales déterminantes et le détail des risques inhérents à ces produits. En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans la présente publication est limitée.

Cette publication n'est pas destinée à fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions de placement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient avoir lieu que suite à un conseil approprié à la clientèle et/ou à l'examen minutieux des prospectus de vente contraignants. Toute décision prise sur la base de la présente publication l'est au seul risque de l'investisseur.

### Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse société coopérative fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse société coopérative ne garantit pas l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication. Raiffeisen Suisse société coopérative décline toute responsabilité pour les pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de cette publication ou de son contenu, ou liés à cette diffusion. Elle ne peut notamment être tenue pour responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers.

### Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

Cette publication n'est pas le résultat d'une analyse financière. Par conséquent, les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent pas à cette publication.